

ACTUALITES DU RESEAU

ATELIER D'ECHANGES DU 6 DECEMBRE 2016 AU SIAAP À PARIS

Dans le cadre de son programme de coopération au Liban, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) a organisé, avec le pS-Eau, une réunion d'échanges sur l'accompagnement des municipalités libanaises.

Lors de cet atelier, les participants ont pu réfléchir conjointement aux modalités d'appui apporté aux municipalités libanaises dans la définition de leurs besoins et dans la formulation de solutions pour l'assainissement des eaux usées.

Suite à cet atelier, les représentants libanais ont été invités à participer à des visites techniques. Une première visite a été organisée avec le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique de la Vallée de l'Yvette (SIAHVV). Cette visite a permis aux participants d'échanger sur le fonctionnement et les missions du Syndicat. La délégation libanaise a également été accueillie par la municipalité de Champeaux pour une visite de sa station de filtres plantés de roseaux.

Plus d'informations: [le compte-rendu de l'atelier](#)

ETUDE SUR LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE MUNICIPAL D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF À ANTOURA

Dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée liant les villes d'Antoura, de Noisy le Roi et de Bailly, une étude initiale de diagnostic et de faisabilité d'un projet de création d'un service municipal d'assainissement non-collectif sera réalisée.

A ce jour, la municipalité d'Antoura ne dispose pas de réseau d'assainissement collectif. Aussi souhaite t-elle instaurer un service municipal permettant d'appuyer et de contrôler la mise en conformité des installations autonomes.

Plus d'informations : [ici](#)

1 Projet d'Appui au renforcement des capacités des municipalités libanaises et au dialogue avec les autorités nationales dans le domaine de l'assainissement, mené en partenariat avec la Ville de Nogent sur Marne, le SIAAP et le Ministère des Affaires Etrangères.

2 Projet de coopération réalisé grâce au soutien financier des communes de Noisy Le Grand, de Bailly, de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du département des Yvelines. La municipalité d'Antoura a confié au groupement Hydroconseil-Madina la réalisation de l'étude.

COMMENT AMÉLIORER LA GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU AU LIBAN?

Entre septembre 2014 et mai 2016, l'ONG italienne GVC a mené³ une étude sur l'amélioration du recouvrement des coûts et sur la gestion de la demande dans le secteur de l'eau.

En s'appuyant sur une revue littéraire, des entretiens avec les acteurs clés du secteur et avec des usagers, l'auteur dégage les principales problématiques auxquelles est confronté le secteur de l'eau:

- service intermittent et inégal en fonction des régions
- qualité de l'eau en dessous des normes de potabilité
- défiance des usagers
- cadre institutionnel complexe avec un recoupement des compétences
- absence d'autonomie et de moyens financiers des Etablissements Régionaux des Eaux
- absence de données sur les coûts réels de production de l'eau
- politique tarifaire inadaptée
- faibles taux de recouvrement et de souscription



Afin d'améliorer la qualité du service d'eau, deux principaux objectifs sont définis dans cette étude:

- promouvoir une gestion de la demande
- assurer la durabilité du système par un meilleur recouvrement des coûts

Pour répondre à ces objectifs, différentes pistes d'action sont proposées :

- mise en place de compteurs et d'une tarification volumétrique (plébiscitée par 91% des usagers interrogés)
- amélioration du service clientèle
- renforcement des campagnes de communication des Etablissements Régionaux des Eaux
- favoriser la coordination entre les Etablissements Régionaux des Eaux et les Ministères
- campagnes de sensibilisation continues sur le paiement des services, la qualité et les économies d'eau
- favoriser l'implication des usagers par des démarches participatives
- impliquer les municipalités pour faciliter les liens entre usagers et Etablissements Régionaux des Eaux

Un conséquent travail d'enquête a été réalisé auprès de 1000 ménages dans cinq municipalités du Nord de la Bekaa. Ces enquêtes offrent des données précieuses sur les dépenses en eau des ménages, leur consentement à payer et leur vision du secteur. Elles constituent également une démarche de participation inédite favorisant l'implication des usagers dans la gestion du service.

Contact: Michele Pierpaoli, washcoord.lebanon@gvc-italia.org

Plus d'informations : [découvrez l'étude](#)

³ Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet de l'Union Européenne portant sur l'amélioration de l'accès aux services d'eau et d'assainissement pour les communautés hôtes affectées par la crise syrienne dans le Nord de la plaine de la Bekaa.

DIMINUER LES PERTES EN EAU DES RESEAUX D'IRRIGATION

Situé dans le Nord de la plaine de la Bekaa, le village de Qaa se caractérise par une faible pluviométrie (300mm d'eau par an).

Ce village de 5 000 habitants se situe à proximité immédiate de la Syrie et dénombre 25 000 réfugiés sur son territoire.

Le secteur agricole représente 80% de l'économie de Qaa. Aussi, l'importante présence d'agriculteurs syriens qualifiés pourrait avoir un impact positif sur l'économie locale. Cependant, l'accroissement des surfaces cultivées est circonscrit par la faiblesse des débits disponibles pour l'irrigation.



Historiquement, Qaa possède des droits d'eau sur la source de Laboueh. En 1995, suite à un arrangement politique, les droits d'eau du village de Qaa ont été réduits de 500 litres/seconde à 260 litres/seconde. En 2012, environ 30% de cette eau parvenait effectivement au village (84 litres/seconde). Ce différentiel est dû au délabrement des canaux d'irrigation et à une gestion défailante de la ressource. L'état d'abandon dans lequel se trouvent ces infrastructures facilite le pompage illégal ainsi que les débordements et les fuites d'eau.

Afin de sécuriser et de développer l'activité agricole l'association ILDES (Institut Libanais de Développement Economique et Social), grâce au financement de l'Union Européenne, a reconstruit 9,5 km du canal principal d'irrigation. Le canal en terre a été remplacé par un canal en béton venant diminuer les pertes. Ces travaux ont été accompagnés d'activités de sensibilisation sur l'usage durable de la ressource en eau.

L'augmentation des débits disponibles a permis aux agriculteurs de passer d'un à deux tours d'eau. De nombreuses pertes étant également à déplorer sur les réseaux secondaires l'association ILDES cherche à initier une deuxième phase du projet. Cette seconde phase devrait permettre la reconstruction des réseaux secondaires et la mise en place de systèmes d'irrigation en goutte à goutte afin d'accroître les performances d'irrigation.

Contact: Samir Medawar, Président d'ILDES, ildes@sodetel.net.lb

Plus d'informations : [ici](#)

UNE INITIATIVE MUNICIPALE EN PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE CHOLET

Dans le cadre de leur programme de coopération les villes de Cholet et d'Araya, ont élaboré conjointement un projet de station de traitement des eaux usées.



Selon le SDA (Schéma Directeur d'Assainissement), les eaux usées de la municipalité d'Araya doivent être traitées par la station de Bourj Hammoud. Ce projet de station connaissant d'importants retards, la municipalité d'Araya s'est saisie de la problématique du traitement des eaux usées à l'échelle de son territoire.

Inaugurée le 17 décembre 2015, cette station permet à la ville d'Araya de répondre aux demandes et préoccupations des usagers.

L'exploitation durable de la station place la municipalité face à de nouveaux défis tels que l'alimentation électrique, l'acquisition de compétences ou encore le devenir de ses boues de vidange.

Cependant, les investissements consentis par Araya encouragent la municipalité à assurer un fonctionnement optimum de la station.

Contact: Pierre Bejjani, Maire d'Araya, pierrebejjani@hotmail.com

Plus d'informations: [ici](#)

INITIATIVES DE COORDINATION

LANCEMENT D'UNE PLATEFORME DE COORDINATION DANS LE NORD BEKAA

Le 30 Novembre 2016, l'ONG LOST (Lebanese Organization of Studies and Training) a organisé une conférence sur la « construction d'une vision et d'une stratégie commune en réponse aux problématiques de l'eau dans les cazas de Baalbeck et Hermel ».

Cette rencontre, conçue comme un lieu d'échanges entre municipalités, institutions étatiques et acteurs internationaux, visait à dresser un constat commun sur les grands enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement et à discuter des solutions pouvant être mises en place.

Lors de cette conférence, le Bureau de Liaison et de Développement (LDO : Liaison and Development Office) de LOST, a inauguré le lancement d'une plateforme créée pour faciliter les liens entre bailleurs et municipalités. Sur cette plateforme, financée par l'ambassade de Suisse, les municipalités des cazas de Baalbeck et Hermel sont invitées à renseigner leurs besoins et projets. Ces informations sont accessibles aux donateurs intéressés pour s'investir dans la région.

Plus d'informations : <http://www.ldo-lost.org/>

LA SENSIBILISATION AU TRAITEMENT DES EAUX USEES

Propriété des pères jésuites depuis 1863, le domaine de Taanayel est géré depuis 2009 par l'association Arcenciel. L'association exploite et développe les terres agricoles du domaine en mettant en oeuvre des projets pilotes pour l'irrigation, l'agriculture, le recyclage et plus récemment l'assainissement. Orienté vers des activités d'éco-tourisme, le domaine de Taanayel a accueilli 117 000 visiteurs en 2015.



En 2016, l'association Arcenciel a mis en place un système de traitement des eaux usées destiné à traiter les eaux du domaine. Ce projet, financé par l'Union Européenne, permet de traiter les eaux usées issues des différentes activités d'élevage, de recyclage et de tourisme.

Cette station, d'une capacité de 20m³/jour, fonctionne selon le principe des boues activées. Les eaux sont traitées en trois étapes successives :

- Sédimentation primaire : les matières les plus lourdes se déposent au fond du tank par gravité et les plus légères remontent à la surface (Tank 1-2). Le troisième tank permet l'égalisation des eaux avant leur passage pour la seconde étape du traitement.
- La digestion aérobie : les matières organiques sont digérées par des bactéries dont le développement est assuré par l'apport d'oxygène.
- La clarification secondaire : les légères boues persistantes sont séparées de l'eau épurée et renvoyées vers le premier tank de sédimentation. L'eau traitée est rejetée dans le milieu naturel.

Située en plein coeur du domaine, cette station est destinée à remplir des fonctions pédagogiques en sensibilisant le public aux problématiques et techniques d'assainissement.

Contact : Samir Hatem, coordinateur de projet gestion de l'eau, samir.hatem@arcenciel.org

Plus d'informations : [ici](#)



Au Liban, l'été 2015 a été marqué par de nombreuses manifestations dénonçant la mauvaise gestion des déchets. Face à l'accumulation de déchets dans Beyrouth et sa banlieue, la population s'est mobilisée pour exiger du gouvernement qu'il prenne ses responsabilités. Ce mouvement a porté au devant de la scène publique des questions environnementales jusqu'ici minorées.

Ce sont ces questions que reprend le documentaire Eau et Déchets_Les politiques de l'eau au Liban. La question de la dégradation de la ressource en eau et de l'impact de la crise de déchets constitue l'axe central du documentaire. Si cette dégradation des ressources en eau est un processus continu depuis la guerre civile (1975-1990), on constate aujourd'hui son accélération.

En donnant la parole à une vingtaine de citoyens, de décideurs et d'experts techniques, le documentaire place ce problème à la croisée d'enjeux politiques, économiques et sociaux. Cet outil pédagogique de sensibilisation, s'attache à mettre en lumière et à questionner les dysfonctionnements des politiques de l'eau en s'appuyant sur des exemples concrets.

Contacts :

Alan Gignoux – Cameraman et photographe, ag@gignouxphotos.com

Paul Cochrane – Journaliste et narrateur, p.cochrane@triangleconsultants.net

Karim Eid-Sabbagh, Docteur spécialisé en eau, khalumba@gmail.com

Cette lettre est réalisée par le pS-Eau dans le cadre de ses activités au Liban, avec le soutien du SIAAP.